

LE NOUVEAU NATIONALISME BASQUE

I- LA POSSIBILITE D'APPARITION D'UNE FORME D'EXISTENCE INEDITE DU NATIONAL BASQUE

En voulant préserver l'unité de l'État par la force et la contrainte, le pouvoir franquiste allait en définitive aboutir à un résultat totalement inverse. La répression discriminatoire du territoire basque, loin de fondre celui-ci dans le moule d'une Espagne *Una, grande y Libre*, était au contraire en train de le charger d'une signification particulière : celle d'être un territoire dont tous les habitants étaient soumis à une même loi spécifique (loi d'exception, de répression permanente) pour le simple fait d'y résider.

Et il s'agissait bien d'une véritable loi, car personne, quand bien même l'aurait-il voulu, ne pouvait y échapper. Le fait qu'un habitant basque décide de « ne pas être basque » (autrement dit de ne pas être réprimé en tant que basque, de s'extraire donc de l'emprise de la loi) ne changeait absolument rien à sa « condition de Basque » : le lendemain de sa décision, il pouvait très bien se faire matraquer dans la rue et se faire traiter de « sale Basque », exactement de la même façon que tous ceux qui se seraient trouvés là à cet instant. La loi était valable pour tous, et tous étaient égaux devant elle.

Mais, ce faisant, le pouvoir franquiste était sans s'en apercevoir en train de sécréter une possibilité tout à fait nouvelle de se penser basque. Pour la première fois de l'histoire (si l'on excepte [248] la très éphémère période d'application du premier statut d'autonomie basque de 1936), *l'ensemble des habitants des provinces basques, toutes origines confondues, étaient redevables d'une même loi qui les désignait tous comme « Basques »*. Plus la répression devenait forte et généralisée et plus une détermination transcendante de la « basquitude » les marquait.

Apparaissait donc du même coup une possibilité inédite de concevoir la nation basque. Une nation non plus basée sur des traits différenciateurs, mais sur le partage et l'expérience commune d'une même loi spécifique. La répression franquiste était en

somme indirectement en train d'ouvrir le passage d'une définition essentialiste à une définition politico-institutionnelle de la nation basque.

Pouvant désormais faire face à une entité fondamentale (État franquiste) qui le désignait quotidiennement (élocution différenciatrice de la répression discriminatoire) dans son altérité même, le « peuple basque » n'avait plus besoin de s'abîmer dans l'incessante recherche de son essence et mise à vue de ses fondements empiriques pour « prouver » l'existence et l'originalité de la nation basque. *Pour la première fois de sa courte histoire, celle-ci pouvait être pensée autrement que comme communauté ethnique.* Se débarrassant des vieux oripeaux de sa première forme d'existence, le national basque pouvait désormais apparaître sous un jour totalement nouveau. C'est cette forme d'existence inédite que nous nommons globalement ici « nouveau nationalisme basque ».

Dans ces conditions, il semble évident que perdre de vue la répression discriminatoire des provinces basques, sa généralité, son arbitraire et son élocution différenciatrice revient à s'interdire de comprendre les causes d'apparition et de développement de ce nouveau nationalisme.

Mais cela ne veut absolument pas dire que cette répression détermine ou provoque (dans le sens d'une séquence de cause à effet) l'éclosion du nouveau nationalisme. De la même façon qu'intrinsèquement l'existence de l'ethnie basque n'explique pas le dégagement du premier nationalisme, celle de la répression ne rend par elle-même absolument pas compte de l'apparition du nouveau nationalisme. L'ethnie basque existait bien il y a cinq cents ans, le nationalisme basque non. La répression discriminatoire et généralisée du Pays Basque existait bien au lendemain de la Guerre Civile, le nouveau nationalisme non. [249] Et s'il en est ainsi, c'est parce qu'une situation, quelle qu'elle soit, n'explique jamais par elle-même la conduite des acteurs qu'elle enveloppe¹.

Le sens et l'explication du nouveau nationalisme n'apparaîtra qu'à partir du moment où, délaissant toute vision essentialiste, déterministe ou au contraire purement

¹ Il ne faut pas tomber dans l'erreur inverse : la conduite des acteurs sociaux ne saurait être ramenée à de pures intentions ou simples interventions volontaristes. Ainsi, pas plus que le premier nationalisme ne fut le pur produit de « l'inspiration spontanée de Sabino Arana Goiri », le « Maestro », « la voix par laquelle le génie de la race basque a parlé » (Aranzadi), les quelques fondateurs d'ETA ne seront *Deus ex machina* créant de toute pièce, dans la *noche negra* du franquisme, le nouveau nationalisme.

historiciste et volontariste, il sera rapporté au système d'action qui l'origine, autrement dit à l'ensemble des relations sociales et historiques dont il émane et dont il s'agira donc de déterminer la structure². [250]

II- UNE IDENTITE NOUVELLE, UNE IDENTITE TRANSGRESSIVE

Les relations sociales dont les conduites nationalistes constituent une des extrémités visibles appartiennent toutes et sans exception à la « société souterraine » dont il a été question dans le chapitre précédent. Pas de conduite nationaliste décelable en dehors de cette société dont deux des principales caractéristiques sont, on l'a vu, la clandestinité et la transgression. Il faut maintenant en ajouter une troisième, directement liée aux deux autres : cette société est basque.

Au début du siècle, nous n'aurions pas véritablement pu parler de « société basque ». Il s'agissait bien plutôt d'une collectivité basque (délimitation géographique) dont une partie se sentait basque et une autre espagnole. À la fin du franquisme, la situation a, si les indications électorales signifient bien quelque chose, totalement changé : *ce n'est plus une partie de la population habitant le territoire basque qui « se sent basque » mais la quasi-totalité³*. Cette fantastique extension quantitative, marquant

² Bien que dans des termes différents, la démarche d'Otto Bauer, qui appréhendait, il y a quelque 80 ans de cela, la nation comme « phénomène social » et dont l'approche devait démasquer « son prétendu caractère social » pour au contraire le rapporter aux « événements qu'il reflète » (p. 137 de *La cuestión de las nacionalidades y la social-democracia*, Mexico, 1979, Ed. Siglo XXI -1^o édition en allemand en 1907), développait une perspective similaire (ouvrant ainsi une courte mais extrêmement riche parenthèse dans la pensée marxiste vis-à-vis de la question nationale. Parenthèse que Lénine et la social-démocratie du début du siècle refermeront presque aussitôt. Bauer ne fut finalement qu'une des rares exceptions confirmant la règle marxiste envers la question nationale). Le plus grand mérite de Bauer fut peut-être, en opposant « communauté de caractère » (statuts, situations, sorts communs) à « communauté de destin » (« volonté collective de se construire une histoire dans un échange constant et une interaction continue »), d'avoir permis d'appréhender la nation comme production sociale dont l'étude renvoyait moins à celle de situations, de données, et encore moins d'essences, qu'à celle de rapports sociaux. Ainsi (et nous nous servons plus loin de ces mêmes termes), « ce n'est pas l'identité de destin, mais uniquement le fait de vivre et de subir la communauté de destin qui engendre la nation (...). C'est seulement le destin vécu dans l'interaction réciproque profonde et en rapport mutuel constant qui engendre la nation. Car communauté de destin ne signifie pas soumission à un même sort, mais expérience commune du même sort, dans un échange constant et une interaction continue » (*ibid.* pp. 121-122).

³ Par « se sentir basque », nous entendons être suffisamment sûr de son identité nationale pour être partisan de l'autodétermination du Pays Basque. Au début du siècle, seul le PNV s'était prononcé pour. A la fin du franquisme, la totalité des partis politiques à représentation basque, excepté Alianza

l'instauration d'une société basque (totalité sociale historique particulière à travers laquelle les acteurs sociaux pensent et vivent prioritairement leur insertion et leur appartenance globale à « la société »), n'est compréhensible qu'au regard du non moins fantastique bouleversement qualitatif dans la définition (perception) de l'identité basque. Mieux : ce n'est que dans la mesure où le contenu de cette identité a changé que cette extension a, selon nous, eu lieu.

Si les deux relèvent bien du même principe qui est à la base de tout « national » (sentiment d'appartenance, et production d'un « soi » [251] social historique à la fois particulier et semblant ramasser en lui seul l'universalité de l'action humaine), l'identité basque du début du siècle et l'identité basque de la fin du franquisme recouvrent des réalités bien différentes.

Une observation superficielle conclurait certes à la similitude de ces deux identités dans la mesure où les conduites, par exemple l'apprentissage ou la valorisation de l'*euskera* (pratique identificatoire par excellence), visant à les affirmer et les réifier pour les montrer, sont souvent identiques. Leur apparente similitude et continuité semblent même spontanément faire signe vers une essence de l'identité basque. Mais, et pour continuer avec l'exemple de l'*euskera*, vouloir apprendre ou pratiquer le basque en 1975 ne signifie plus du tout, dans la majorité des cas, la même chose qu'en 1910 : il faut donc aller au-delà des conduites directement observables (apprentissage de la langue) pour faire apparaître (et c'est là tout le travail du sociologue) l'ensemble des relations et représentations sociales qui les originent. Or, ces relations et représentations sont, à la fin du franquisme, bien différentes de celles qui prévalaient au début du siècle.

Nous avons vu comment l'identité basque exprimée par le premier nationalisme était avant tout une identité refuge dans laquelle les premiers nationalistes fuyaient un présent qui ne leur offrait qu'incertitudes, crises et conflits. Ne disposant pas d'altérité fondamentale dans laquelle elle aurait pu se mirer pour se dire et s'actualiser, l'identité basque va « fonctionner » à l'immanence. Apparentées à une essence, toutes ses

Popular (3,3 % de l'électorat basque aux dernières législatives de mars 1979) et l'Union del Centro Democrático (parti gouvernemental, 13,2 % aux mêmes élections), se prononçaient sans équivoque pour ce droit (le PC au cours de son VIII^e congrès (1974), et le PSOE au cours de son XXXII^e congrès (1976) (sur le revirement complet, à ce propos et deux ans plus tard, de ce dernier parti (PSOE), voir plus loin).

dimensions expressives sont rapportées à un substrat, une donnée empirique apparemment incontournable, la race⁴.

Ce qui importe ici, au moment de définir le nouveau nationalisme, ce n'est pas la persistance d'un tel mécanisme identificatoire, mais le fait qu'il se soit, tout au long du franquisme, peu à peu effacé (au point de devenir tout à fait minoritaire) devant une façon inédite de concevoir l'identité basque, et par là même la nation basque. [252]

Pour employer la terminologie d'Otto Bauer, la nouvelle identité basque n'est pas née de la « soumission à un même sort » (la répression discriminatoire), mais de « l'expérience commune du même sort, dans un échange constant et une interaction continue » (société souterraine). Ce n'est pas parce que le pouvoir franquiste les désignait tous comme « Basques » que les habitants des provinces basques en sont venus à se sentir basques. C'est parce que, dans leur opiniâtreté à vivre et à être face à la mort et la négation du pouvoir répressif, ils se sont servis des symboles basques pour border, pour nommer la société souterraine qu'ils étaient ainsi en train de former.

Trois étapes peuvent être distinguées dans le dégagement et le fonctionnement de ce nouveau mécanisme identificatoire.

1) La première correspond, *grosso modo*, aux « vingt ans » (1940-1960) décrits plus haut. Cette période sera celle de la répression systématique de tous les symboles basques, de tout ce qui pouvait rappeler une quelconque existence différentielle basque. Brutalement chassés de la surface visible (contrôlable par le pouvoir) du social, ces symboles vont se réfugier dans la profondeur de sphères privées très étroites (familles, *txokos*, *cuadrillas*, etc.). Ils perdent ainsi leur caractère public, et du même coup la principale fonction sociale dont les avait progressivement chargés le premier nationalisme : l'actualisation publique de l'identité raciale-nationale basque. Dispositif qui jusqu'alors se soldait par la scission de la population basque en deux : la communauté basque et la communauté espagnole, recoupant pour une large part la distinction autochtones/immigrés. Ces vingt ans seront ceux de la mise en disponibilité sociale des symboles basques.

Mais ces vingt ans seront aussi, parallèlement, ceux du dégagement parmi les habitants du territoire basque du sentiment, collectif mais encore diffus, d'être

⁴ « La langue est la pensée de la Race, les coutumes et les Institutions sont les actions de la Race, et le territoire est le milieu dans lequel la Race se meut. » (Aranzadi, *La nacion vasca*, 1918, *op. cit.*, p. 22).

globalement différents, « autres » face à un pouvoir qui les désigne ainsi. Ils ont chaque fois plus la sensation d'être embarqués sur un même bateau. Un bateau qui, au fur et à mesure que la répression discriminatoire devient une évidence aux yeux de tous, semble s'éloigner chaque jour davantage des côtés de l'unité de la nation espagnole. Comme le note bien Alfonso Perez Agote, « la discrimination du territoire (basque) est sentie et vécue par les habitants de ce territoire, ce qui délégitime l'unité du territoire de l'État (espagnol) et légitime (c'est-à-dire donne une signification sociale) ce territoire différencié [253] en termes d'unité et de différence »⁵.

D'un côté donc, disparition des symboles basques de la surface du social et, par voie de conséquence, non-expérience par les nouvelles générations de leur fonction discriminatoire et ségrégationniste d'avant-guerre. De l'autre, dégagement progressif d'un sentiment d'appartenance nouveau, lié à la répression discriminatoire. Alors que la fonction des premiers, qui divisait la collectivité basque en deux, tend à disparaître, le second, qui unit chaque jour davantage cette même collectivité, ne cesse de se développer.

2) La seconde étape s'étire du début des années soixante jusqu'à la fin du franquisme, avec une accélération constante au fur et à mesure que celle-ci approche. C'est celui de l'instauration de ce que nous appelons la « société souterraine basque ». Seule une monographie minutieuse des pratiques autour desquelles s'articule cette société permettrait de montrer comment ses membres en sont venus à adopter les symboles basques pour la borner et pour la dire. Mais un même phénomène global semble être à l'origine d'un tel choix : cette société est essentiellement l'œuvre de la nouvelle génération (née après 1935⁶, celle qui n'a jamais vécu la principale « frappe sociale » des symboles basques sur la collectivité basque d'avant-guerre : borner une communauté-refuge ségrégationniste.

Il faut ici souligner la dimension totalement inédite du mode d'approche, puis d'adoption, de ces symboles par cette nouvelle génération (car seule la mesure de cet inédit permet, en fin de compte, de parler d'un nouveau nationalisme). Nos interviews,

⁵ « Problemas de legitimacion des Estado franquista en el Pais Vasco », in *Estudios de historia contemporanea des Pais Vasco*, ouvrage collectif, coordinateur Juan Carlos Jimenez de Aberasturi, San Sebastian, 1982, Ed. Haramburu.

⁶ Qui, en 1975 représentait 65 % de la population totale basque, constituant ainsi la majeure partie de ses forces vives.

les multiples témoignages relatifs à cette période, et l'ensemble de nos observations, font tous apparaître un même processus : les symboles basques sont d'abord pratiqués de façon clandestine au sein du cercle privé et très fermé de la famille basque. Clandestinité et confinement bien repérables dans par exemple les recommandations faites aux enfants de « ne pas dire à l'extérieur » que le basque est parlé à la maison, qu'on y écoute « Radio Euskadi », qu'un drapeau basque y est religieusement conservé, etc. (en filigrane : la transformation, obligée et totalement déterminée par le franquisme, de pratiques culturelles en pratiques politiques transgressives, [254] et la conscience généralisée, chez les acteurs sociaux, de cette transformation). Puis, lorsque, quelques années plus tard, ces mêmes enfants forment leurs *cuadrillas*, se rencontrent au sein des *peñas* et des *txokos*, ou au cours des *poteos* et sorties en montagnes, la connaissance de ces mêmes symboles se mue en une sorte de monnaie d'échange de secrets, de choses défendues et, en même temps, en signe de reconnaissance marquant le dégageant d'un « même » tout à fait inédit : espace semi-public, encore clandestin mais déjà transgressif, lieu de convergence où se mêlent désormais de façon indissociable culture et politique.

C'est dans ce subtil passage (investissement suivant un mode transgressif des symboles basques au sein de sphères privées puis fonctionnement semi-public de ces mêmes symboles dans leur efficacité transgressive) que réside selon nous la genèse et l'explication du développement du nouveau nationalisme. Il est arrivé un moment où, pour la jeunesse basque, ces symboles sont devenus des symboles-révolte face au pouvoir et à ses normes répressives, des symboles-défi dont la pratique « (était) sans conteste la meilleure façon de dire merde à tous ces fachos qui nous empêchaient de respirer »⁷.

On s'aperçoit ici, en regard de la fonction de l'*euskera* au début du siècle (premier nationalisme), combien une même pratique (celle d'apprendre ou de valoriser la langue basque) peut renfermer des significations différentes. À la fin du franquisme (nouveau nationalisme), et sous quelque angle qu'on l'aborde, le fait que des dizaines de milliers de personnes, et avant tout des jeunes, se mettent à clandestinement apprendre le basque, cette langue isolée, si peu parlée et, semble-t-il, tellement difficile, demeure,

⁷ Interview 26, 27 ans, Saint-Sebastien, octobre 1980.

suyvant les dogmes de notre modernité (rationalité instrumentale, efficacité technique, rentabilité économique), difficilement explicable, pour ne pas dire totalement incompréhensible. Et s'il en est ainsi, c'est que la valorisation de sa pratique obéit à un principe étranger à ces dogmes : *son pouvoir performatif n'est pas instrumental mais symbolique*. Autrement dit, réside dans sa faculté à figurer un « même » dont tous ceux qui en posséderont une partie pourront se reconnaître et s'en sentir les membres (étymologie du mot symbole). Or, quelle est alors (période franquiste), et aux yeux de ceux qui décident d'apprendre l'*euskera*, la principale efficacité sociale de cette langue, [255] si ce n'est, avant tout, de marquer et d'exprimer une irréductibilité rebelle à un pouvoir négateur et répressif ?⁸ Foin de la non-rentabilité économique de son emploi ! Foin de son « anachronisme technique », de son « irrationalité instrumentale » ! Dans l'ambiance et la temporalité qui sont alors celles de la vie en Pays Basque, l'*euskera* acquiert une importance qui a bien peu de choses à voir avec celles que les canons de notre rationalité technico-instrumentale désignent. À mesure qu'elle se constitue et se consolide, la société souterraine basque va faire de l'*euskera* un des principaux symboles autour desquels elle s'institue en un terrain chaque jour plus perdu pour le pouvoir franquiste⁹.

On pourrait repérer et suivre ce même processus pour la quasi-totalité des symboles basques. Par exemple, mais à un niveau tout autre, au sujet et de l'*ikurriña* (drapeau basque). Interdit au lendemain de la Guerre-Civile¹⁰, la réunion même de ses couleurs (rouge, vert et blanc) ira jusqu'à être proscrite, à tel point que certains pêcheurs seront obligés de repeindre leur bateau¹¹ ! Pendant au moins vingt ans, disparition totale donc de l'*ikurriña* de l'espace public, et désinvestissement parallèle et progressif de sa signification d'avant-guerre (premier nationalisme). Puis, sa découverte et sa « pratique » suivant un mode inédit, essentiellement privé et transgressif, par la

⁸ La nature des connaissances en *euskera* les plus souvent employées par les non-bascophones est à ce propos significative. Il s'agit, la plupart du temps de mots ou d'expressions directement liés à des thèmes d'ordre revendicatif. Qui, en Pays Basque, ne sait pas dire liberté en basque (*askatasuna*)?

⁹ L'*euskera* continue encore à l'heure actuelle (1982) de revêtir, pour ceux qui désirent l'apprendre, cette dimension fondamentalement rebelle. Mais on peut s'interroger sur la persistance d'une telle identification au moment où cette langue devient obligatoire à l'école, moyen de sélection pour rentrer dans l'administration autonome, etc.

¹⁰ Contrairement au drapeau catalan qui, bien que non officiel, était toléré.

¹¹ Interview 1, 47 ans, Ondarroa, septembre 1979.

nouvelle génération. Enfin, son emploi public et massif, à la fin du franquisme, dû à son adoption unanime et à son « incorporation »¹² comme symbole de liberté en Pays Basque. [256]

3) C'est ici qu'il faut dégager une troisième étape dans l'instauration de la « nouvelle identité basque ». Celle de l'extension de ce code à l'ensemble de la population basque suivant la formulation de « nous la vie, nous les rebelles, nous les Basques », face à « eux la mort, eux la répression, eux la terreur » de telle façon que le nom même d'Euskadi se mue chaque jour davantage en synonyme expressif des notions de liberté et de démocratie. Cela ne veut pas mécaniquement dire que tous ceux qui aspiraient à la liberté et à la démocratie aient alors exprimé ce désir par la pratique des symboles basques, mais qu'à un moment donné, tous les habitants basques ont, d'une façon ou d'une autre, ressenti la corrélation entre les deux.

Et c'est sans conteste au fur et à mesure que cette corrélation est devenue de plus en plus forte qu'un nouveau « nous » basque est clairement apparu (ce phénomène devient patent à partir du procès de Burgos en 1970). Il s'agissait d'un « nous » qui n'a plus grand-chose à voir avec le « nous » basque d'avant-guerre. Un « nous » sur lequel n'importe quel habitant basque, quelle que soit son origine sociale ou ethnique, peut se brancher et du même coup faire sien, sans autre détermination que sa volonté et sa subjectivité.

Volonté et subjectivité dont il faut chercher les origines (et donc « l'explication ») dans la polymorphie de la vie sociale en Pays Basque, et avant tout dans ce nouvel espace public clandestin, chaque fois plus vaste, qui était en train de se nouer autour d'une opposition frontale à la répression franquiste.

Cette explication ne referme pas un cercle tautologique, mais suit au contraire le mouvement spiral de ce nouveau nationalisme né d'une perception nouvelle de l'identité basque, d'abord vécue sous un mode privé, puis collectif, enfin public. Mouvement dont la mesure de l'excentricité, touchant des secteurs de la population chaque fois plus

¹² On raconte à Bilbao l'histoire de trois jeunes gens arrêtés par une patrouille de police alors qu'ils faisaient leur *poteo*. L'un d'entre eux portait un foulard aux couleurs basques. Il eut le choix : soit le fouler au sol, soit l'avaloir. Les trois jeunes décidèrent alors de se partager cette inhabituelle *tapa* (amuse-gueule que l'on prend en faisant le *poteo*). Nous n'avons pas directement pu vérifier la véracité de cette histoire, mais le fait qu'elle soit connue de tous pointe bien, encore que de façon caricaturale, le choix qui fut imposé, un jour ou l'autre, d'une manière ou d'une autre, à chaque habitant basque : « incorporer » les symboles basques ou les rejeter.

éloignés du centre fondateur (les familles nationalistes), doit être recherchée dans celle de la force centrifuge créée par les formes de réaction et de solidarité de plus en plus intenses et étroites des habitants basques face à une répression discriminatoire. [257]

III- L'EFFET ETA¹³

Comment expliquer qu'une organisation, née d'une poignée de militants tentant d'appliquer une stratégie totalement inadaptée à la situation réelle du Pays Basque et employant un moyen de lutte (violence) jusqu'alors étranger au mouvement national basque, ait pu susciter, en moins de quinze ans, une telle adhésion populaire¹⁴ ? Comment expliquer qu'environ 350 000 personnes (soit plus de 13 % de la population basque) puissent, en l'espace de deux jours, se mobiliser et manifester pour réclamer la libération de « terroristes »¹⁵ ? Et qu'enfin, quelques années plus tard, les deux coalitions électorales, créées ou directement appuyées par ces mêmes « terroristes », [258] puissent obtenir 26 % des suffrages à des élections¹⁶ ? En définitive, comment

¹³ Le mot « effet » est ici pris dans son acception « d'impression produite par quelqu'un ou quelque chose sur quelqu'un », le mot impression renvoyant quant à lui à une position plus affective et subjective qu'intellectuelle. Par « effet ETA », nous entendons l'adhésion affective et l'élan de sympathie qu'ETA a pu susciter dans la population basque, et les conséquences d'une telle « impression » a pu produire, avant tout la radicalisation de la revendication basque.

¹⁴ Les thèmes des plus grandes mobilisations et manifestations qu'a jamais connu le Pays Basque sont directement ou indirectement liés à ETA. Soit pour protester contre l'exécution (Txiki et Otaegui en 1975) ou la mort de ses militants et sympathisants par la police (la liste serait trop longue), soit pour exiger la liberté (amnistie) de tous les prisonniers politiques basques (dont 90 % appartiennent à ETA). Par exemple, les huit grandes grèves générales ayant sporadiquement paralysé l'activité en Pays Basque entre l'été 1975 et l'automne 1977 ont toutes été, sans exception, convoquées sur ces thèmes.

¹⁵ Manifestations des 2 et 3 septembre 1977 pour la libération inconditionnelle des derniers prisonniers basques, tous d'ETA (voir *Le Monde* du 6 septembre 1977). L'ampleur de la mobilisation fut telle que les partis (PNV, PSOE et UCD) n'ayant pas appelé aux manifestations des 2 et 3 septembre en convoquèrent une nouvelle pour le 8 sous le même thème de l'amnistie générale, autrement dit pour la libération de ceux que ces mêmes partis qualifieront quelques mois plus tard de terroristes. Mais ce qui importe ici ne sont pas les futures positions de ces partis envers ETA, mais le fait qu'en cette fin du franquisme, la quasi-totalité des forces politiques à représentation basque (y compris le tout nouveau parti gouvernemental, l'UCD) reconnaissent ainsi (en réclamant la libération inconditionnelle de ses derniers militants emprisonnés) le caractère politique du combat d'ETA et implicitement le bien fondé, ou tout au moins le caractère non délictueux, de ses actions durant le franquisme.

¹⁶ Ce pourcentage se rapporte aux dernières élections ayant, à ce jour (été 1982), eu lieu en Pays Basque (convoquées le 9 mars 1980 pour désigner les députés du tout nouveau Parlement basque). Herri Batasuna, appuyée par ETA militaire, a obtenu 16,35 % des voix, et Euskadiko Ezkerra, appuyée par ETA politico-militaire, 9,67 %, ce qui donne un total de 26,02 % des voix à l'ensemble de la gauche radicale et indépendantiste (ces élections ne concernaient pas la Navarre, écartée du processus autonomiste basque par le gouvernement central (voir plus loin le chapitre consacré à la période post-

expliquer l'effet ETA, phénomène certainement unique en Europe, d'appui, ou tout au moins d'adhésion affective, à une violence politique portée par une organisation qualifiée de terroriste ?

Beaucoup crurent y voir l'œuvre de quelques exaltés manipulés par le KGB, l'Organisation Terroriste Internationale, les Palestiniens, Kadhafi, etc.¹⁷ Certains y discernèrent la « machiavélique intelligence » des dirigeants d'ETA, et d'autres le résultat de sa logique de terreur¹⁸. Ne voulant pas être de reste, un journaliste « prit le problème à la racine » et n'hésita pas à diagnostiquer une « irruption névrotique (d'un) fanatisme ethnique refoulé »¹⁹ ! Si ces explications paraissent burlesques, c'est que la plupart, au moment de déterminer les ressorts d'une telle adhésion, déconnectent avec la réalité, et en particulier avec les dimensions de la société [259] dans laquelle cette adhésion a lieu, pour se replier sur la seule organisation ETA. La clandestinité de celle-ci permet alors les supputations les plus extravagantes dont toutes ont pour point commun de confondre ce qui relève de forces historiques et sociales avec la psychologie de ce qui ressemble alors à quelques héros échappés de mauvais romans policiers. Une connaissance minimale d'ETA permet pourtant vite de s'apercevoir que sa puissance de feu, ses relations internationales et sa propagande, quelque importantes qu'elles fussent, ne pouvaient à elles seules rendre compte de son effet : *sa dimension dépassait de très loin son organisation*²⁰.

franquiste).

¹⁷ Une partie (et non la moindre) de la presse espagnole abonde de ce genre « d'information exclusive ». Le plus affligeant de l'affaire réside peut-être en ce que ces élucubrations explicatives soient bien souvent prises pour monnaie courante par les lecteurs et parfois par la presse étrangère (et notamment française) qui n'hésite pas à les citer comme des « sources sûres ».

¹⁸ Il ne s'agit pas de prendre ici parti pour ou contre ETA, mais de constater : ce n'est pas ETA que la population craignait mais la police. Un sondage réalisé à la demande du quotidien madrilène *El Pais* en 1979 (soit après la démocratisation et une vaste campagne de dénigrement envers ETA) rend bien compte de cet état de choses. Ce sondage est national (Etat espagnol) et concerne « l'état de préoccupation des Espagnols ». Au niveau de l'ensemble de l'Etat, et dans l'ordre de classement des principales préoccupations, c'est le terrorisme (ETA) qui vient en seconde position (21 %), après le chômage (52 %) tandis qu'au niveau du Pays Basque, donc à celui où le terrorisme devrait théoriquement le plus « préoccuper » les habitants (95 % des actions d'ETA ont lieu en Pays Basque), celui-ci obtient le plus petit indice de préoccupation de tout l'Etat espagnol (8 %) Voir *El Pais* du 6 février 1979, p. 12. Il s'agissait d'un questionnaire fermé ; le comportement des forces de l'ordre n'était pas proposé comme « préoccupation ».

¹⁹ L'anthologie de tels morceaux de bravoure professionnelle serait hélas fournie.

²⁰ À preuve l'énorme augmentation de son « effet » au cours des années 1970 et 1971, alors que l'organisation était exsangue et réduite à sa plus simple expression.

Le pourquoi de cet effet ne doit pas être recherché dans les couloirs du Kremlin ou à Tripoli, mais dans le quotidien en Pays Basque durant ces années-là. Un quotidien, on l'a vu fait d'une répression permanente dont l'étendue n'avait pour mesure que son arbitraire. Dans cette situation où toute expression de mécontentement, toute expression identitaire basque, toute contestation étaient interdites par un pouvoir qui ne bénéficiait en Pays Basque d'aucune légitimation, il fallait s'attendre à ce qu'une violence s'insurgeant contre lui suscite de la sympathie et une adhésion affective. La violence était de fait la seule possibilité expressive que laissait un pouvoir aussi totalitaire, tant aux mouvements sociaux qu'à la revendication nationale. Situation que traduit bien Alfonso Perez Agote lorsqu'il écrit que « la violence a ici (Pays Basque) supposé un langage expressif du silence social imposé par l'État (franquiste) »²¹.

Dans le morne silence de la *noche negra* franquiste, les premiers coups de feu d'ETA résonnèrent en effet pour beaucoup comme le claquement d'un cri longtemps contenu. Les actions d'ETA eurent d'entrée, parmi la population basque, un écho totalement disproportionné à leur envergure réelle. En s'attaquant systématiquement aux symboles du pouvoir franquiste, [260] les *etarrak* allaient bientôt devenir « ceux qui faisaient ce que tout le monde rêvait de faire en Pays Basque »²².

Pour une certaine jeunesse, celle qui vivait de façon la plus transgressive son appartenance à la société clandestine, ce courant de sympathie va vite se transformer en une véritable identification²³. Cette identification explique peut-être qu'ETA n'eut jamais, à partir de la seconde moitié de la décennie 60, de problème de recrutement (son « problème » était au contraire de former des nouveaux militants inexpérimentés et chaque fois plus nombreux).

²¹ « Problemas de legitimacion del Estado franquista en el Pais Vasco », in *Estudios de historia...*, op. cit., p. 297.

²² *Interview 52*, 37 ans, Saint Sébastien, octobre 1981. C'est ce même phénomène que Juan Aranzadi, dans un article très décrié (« Milenarismo vasco y antisemitismo democratico », in *El viejo Topo* n° 30, 1979, p. 16), et en des termes analytiques quelque peu hermétiques, a tenté de décrire : « ETA fut l'expression viscérale et anarchique de l'immense agressivité accumulée en Euskadi contre les forces de police, et de l'orgueilleuse conviction en la capacité basque d'auto-organisation. ETA fut et est la catharsis du peuple basque, son explosive expression libidinale (...). Les actions d'ETA sont la compensation sublimée des frustrations individuelles et collectives du peuple basque. »

²³ *Interview 26*, 27 ans, Saint Sébastien, octobre 1980, nous expliquait comment les membres de sa *cuadrilla* et lui-même « s'amusaient à faire des listes d'*ekintzak* (actions militaires) qu'ETA devrait exécuter », et ajoutait que « si nous avions eu la possibilité de lui faire parvenir des lettres, nous lui aurions certainement envoyé (ces listes) » (quelques années plus tard, *Interview 26* rentrera à ETA).

Ce n'est qu'après le Procès de Burgos que l'existence d'ETA sera connue à travers le monde. Mais trois ans auparavant, il était déjà impossible d'habiter en Pays Basque et de ne pas connaître ETA. La réaction que suscita la mort de Txabi Etxebarrieta, premier militant d'ETA tué par la police (le 7 juin 1968), fut certainement la première manifestation massive de « l'effet ETA ». À partir de cette date, les *etarrak* sont chaque fois plus perçus par la population basque comme « les nôtres ». Pour certains (essentiellement la jeunesse) des « héros », pour d'autres des « enfants terribles » (sympathiquement appelés *los chicos*), mais pour tous, en fin de compte et au-delà des divergences idéologiques, ils sont « des nôtres ».

« Les nôtres » par rapport à qui ? « À la police », « au pouvoir », « à ceux qui semaient la terreur dans les rues » répondent à l'unanimité nos interviewés. Dans la configuration stratifiée du terrain social basque [261] d'alors (souterrain clandestin et superficie bétonnée par la répression qui empêchait tout mouvement social d'éclorre à l'air libre de l'espace public et de s'y développer), la violence d'ETA fait figure de geyser, capable de peu à peu canaliser une grande partie des courants sociaux souterrains qui parcouraient la société clandestine basque.

C'est dans cette temporalité faite de répression, de vie sociale clandestine et d'expression violente d'un vouloir être, que le second aspect de « l'effet ETA doit être abordé : celui de catalyseur d'une radicalisation de la revendication nationale basque. En opposant systématiquement une « Euskadi libre et socialiste » à « la répression », à « l'exploitation » et « au capitalisme »²⁴, ETA va précipiter un processus qui était déjà à l'œuvre dans la société souterraine basque : la projection dans une future Euskadi libre, de tout un ensemble de désirs, de projets et d'utopies.

Dans l'espace de répression qu'est alors le Pays Basque, pas le moindre recoin pour que des mouvements sociaux puissent se nouer autour d'enjeux partagés [262] par des adversaires. L'altérité et la contestation sont au contraire sauvagement réprimées, et les échanges, débats et oppositions, étouffés par l'insupportable poids du pouvoir. C'est précisément ensevelis sous cette chape bétonnée de silence imposé et de répression, que beaucoup vont en venir à imaginer, à « rêver », l'autre côté du mur : un terrain perdu par

²⁴ Voir par exemple les célèbres *Gora Euskadi askatuta !* et *Gora Euskadi sozialista !* (Vive le Pays Basque-libre ! Vive le Pays Basque socialiste !) qui, depuis bientôt vingt ans, closent invariablement les communiqués d'ETA.

le pouvoir, où l'exploitation prendrait fin, les projets forme, et les utopies racine, un terrain qui s'appellerait Euskadi.

Une apparente similitude du nouveau nationalisme avec l'ancien pousse ici à confondre les deux : comme le premier nationalisme, le nouveau valorise les mêmes symboles ; comme lui, il projette dans l'avènement de la nation basque tout un ensemble de désirs et de projets dont un présent hostile empêche la réalisation ; comme lui, il hallucine parfois une Euskadi réceptacle d'une société enfin en accord avec elle-même dans la transparence de son organisation, une Euskadi sans classes.

Mais, pour peu qu'on se donne la peine d'aller au-delà de ces similitudes, tout un ensemble de différences fondamentales apparaît.

1) Les nouveaux nationalistes ne se rapportent plus à un temps mythique (l'Euskadi primitive, égalitaire et heureuse) pour fonder la légitimité de leur revendication. Celle-ci émane désormais du quotidien même dans lequel ils vivent : c'est face au pouvoir franquiste qui les désigne et les « marque » dans une altérité nouvelle qu'ils en viennent à imaginer une Euskadi libre.

2) Cette altérité nouvelle *n'est plus une altérité ethnique, liée à la perception d'une essence, mais une altérité volontaire, liée à la perception d'une loi*. Ce n'est plus une altérité qui fonctionne à l'immanence mais à la transcendance : celle de la loi d'exception qui investit tous les habitants basques sous un mode différentiel.

3) Que la forme expressive de cette altérité, de cette identité nouvelle, se noue autour de symboles majoritairement puisés dans le capital symbolique différentiel basque du premier nationalisme, ne doit pas conduire à mécaniquement penser que la pratique de mêmes symboles renferme *ipso facto* une même signification sociale. Nous avons vu au contraire comment ces symboles avaient été réinvestis sous un mode inédit, essentiellement transgressif. La communauté basque du premier nationalisme [263] et la société souterraine basque qui se dégage durant le franquisme n'ont, en dehors du partage trompeur de mêmes symboles, que peu de choses à voir ensemble.

4) En retour, la pratique transgressive des symboles basques va charger la revendication nationale d'une dimension nouvelle : son radicalisme social. Pour beaucoup (et c'est là que « l'effet ETA » joue à plein), Euskadi apparaît comme une terre brûlée, irrécupérable par le pouvoir. Cette vision draine alors au nouveau nationalisme tout un ensemble de revendications, contestations et luttes sociales, chaque

fois plus radicales dans leur impossibilité de pouvoir s'exprimer. Tandis que la corrélation radicalisme social — premier nationalisme était extrêmement faible, celle qui correspond au nouveau nationalisme est au contraire très élevée (voir plus loin).

[264]